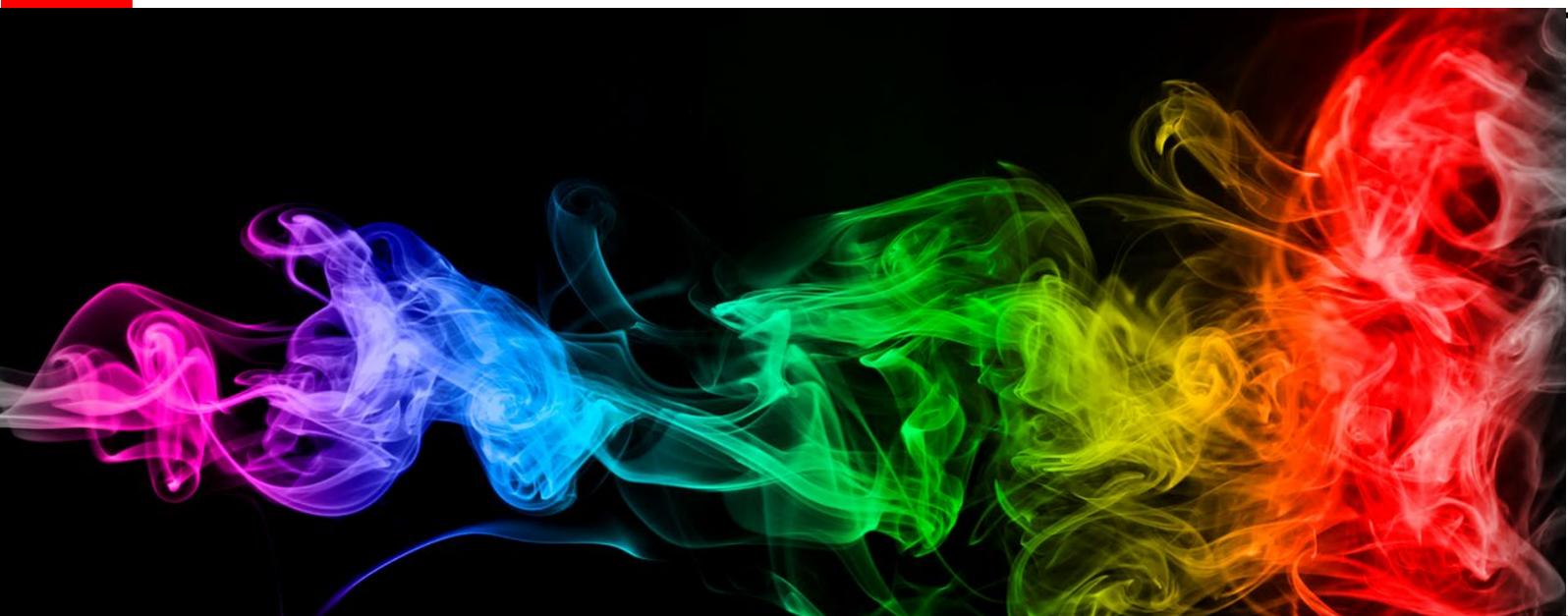


L'OBSoC^{CO}



Les Perspectives utopiques des Français

Mai 2020

SYNTHÈSE

Soutenu par



Ce document est une synthèse de l'analyse conduite alors que les Français entraient en phase de déconfinement avec près de deux mois d'une vie suspendue par la crise sanitaire. **L'objectif était d'observer dans quelle mesure l'épreuve traversée était de nature à modifier leurs visions du monde, leurs aspirations et leurs idéaux.** Pour ce faire, nous avons, avec l'ADEME, reconduit une large partie du questionnaire qui était à la base de l'*Observatoire des perspectives utopiques* élaboré en 2019 avec le soutien de l'ADEME, de BPI-France et de la Chaire ESCP-E.Leclerc - BearingPoint.

Au cœur du dispositif, **la mesure du degré d'adhésion des Français à trois modèles de société idéale, trois « systèmes utopiques » : l'utopie écologique, l'utopie sécuritaire et l'utopie techno-libérale.**

- **L'utopie écologique** évoque une organisation de l'économie et de la société tendue vers l'équilibre et la sobriété. Répondant en premier lieu à l'impératif écologique, elle s'accompagne de modes de vie et de consommation que l'on pourrait résumer par la formule « moins mais mieux ».
- **L'utopie sécuritaire** campe une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle ou de l'arrivée de nouvelles populations. Ici, clairement, la difficulté à se projeter dans l'avenir favorise la recherche d'idéaux dans un passé réinventé, un supposé âge d'or qui prend alors les traits d'une utopie.
- **L'utopie techno-libérale** enfin qui, s'inscrivant dans une trajectoire hypermoderne, décrit une société dans laquelle prime les valeurs individualistes et la reconnaissance des droits individuels, bénéficiant d'une croissance forte (mais génératrice d'inégalités) grâce à la vigueur d'un progrès technique allant jusqu'à augmenter l'humain, dans une perspective transhumaniste.

Chacun des trois systèmes (qui n'ont pas été nommés pour les répondants) a fait l'objet d'une présentation relativement détaillée au moyen d'une quinzaine de propositions visant à en décrire, en termes simples, les principales dimensions (organisation de la vie économique, gouvernance de la vie politique, modes de vie et de consommation, ouverture aux autres...) en s'efforçant d'équilibrer les aspects positifs et négatifs. **Au-delà, nous avons également exploré des aspirations d'envergure sectorielle ou thématique plus disparates, que ces trois systèmes utopiques laissent de côté et qui peuvent cependant former le terreau de leurs évolutions ou de l'émergence de nouvelles utopies.**

*

Les données présentées dans ce rapport sont issues d'une enquête réalisée en ligne par L'ObSoCo sur le panel de ResponDi du 6 au 13 mai 2020. L'étude a été conduite sur la base d'un échantillon de 1888 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 70 ans. Cette étude est une reconduction partielle de l'observatoire des perspectives utopiques publié en 2019.

Afin de faciliter les comparaisons, les questions, leur présentation dans le questionnaire et l'échantillonnage ont été reproduits à l'identique. Ainsi, dans l'objectif de garantir une représentativité fine, les données ont été redressées à partir de l'ensemble des critères ayant servi de quotas.

Les questions ouvertes présentes dans ce rapport ont été exploitées grâce à la plateforme d'analyse sémantique mise à disposition par *k'mino*, start-up spécialisée dans la data science, le machine learning et le NLP (Natural Language Processing).

La conclusion générale qui se dégage de la comparaison des résultats des deux vagues de l'enquête est que la crise sanitaire ne s'est pas accompagnée de bouleversements profonds de l'état des aspirations des Français. Leurs préférences à l'égard des trois systèmes utopiques sont même restées en moyenne remarquablement stables : **55% privilégient l'utopie écologique, 31% l'utopie sécuritaire et 14% l'utopie techno-libérale pour respectivement 55%, 30% et 15% il y a exactement un an.** Rien d'étonnant à cela : en matière de valeurs et d'imaginaires, les mutations, souvent silencieuses, s'opèrent sur le temps long.

Pour autant, derrière cette apparente stabilité des moyennes, l'analyse approfondie des résultats révèle des évolutions significatives et riches d'enseignements sur la façon dont les Français vivent, interprètent et s'approprient cet épisode sans précédent.

*

D'abord en termes d'intensité. Au-delà des moyennes, nous avons mesuré le poids des répondants ayant chaudement évalué chacun des trois systèmes utopiques (les « supporters »).

- **Si l'utopie écologique continue d'être le système utopique le mieux évalué par les Français à un niveau comparable à celui enregistré il y a un an, elle bénéficie d'une progression de trois points du poids de ceux qui l'évaluent très favorablement, qui atteint ainsi le niveau très élevé de 58 %,** alors que le poids des détracteurs, qui était déjà très faible, perd encore un point, à 4 %.
- Si le poids des détracteurs de l'utopie sécuritaire est stable à un niveau faible (9 %), celui des supporters progresse de deux points.
- L'utopie techno-libérale, quant à elle, gagne des détracteurs et perd en supporters.

*

Des évolutions significatives apparaissent également en termes de structure. La comparaison des profils des partisans de chacun des trois systèmes utopiques des deux vagues de l'enquête **révèle que, sur de nombreux thèmes, la stabilité relative des moyennes dissimule des évolutions divergentes selon les différentes composantes de la population. Sur plusieurs thèmes, l'écart se creuse entre le haut de l'échelle sociale, et le bas ou le niveau intermédiaire.**

- Par exemple, l'attraction pour l'utopie écologique progresse fortement parmi les catégories socioprofessionnelles supérieures (CSP+), **passant de 57 % à 68 %, alors que celle des CSP intermédiaires a reculé de 61 % à 52 %, au profit principalement de l'utopie sécuritaire.**
- **De même, l'attraction exercée par l'utopie écologique sur les plus jeunes, déjà forte, s'est encore renforcée :** désormais, 72 % des 18-24 ans ont marqué leur préférence pour ce système utopique (61 % en 2019), au détriment de l'utopie sécuritaire (16 %, contre 22 % en 2019). Ce mouvement est partiellement contrebalancé par **un certain recul de l'utopie écologique parmi les 65-70 ans,** qui ne sont plus que 40 % à la désigner comme leur système utopique préféré (51 % en 2019), au profit des deux autres utopies.
- Alors que l'aspiration à consommer moins mais mieux progresse chez les CSP+, elle diminue fortement chez les CSP-. De même, la progression de l'aspiration à travailler moins se concentre sur les répondants situés en haut de l'échelle sociale, alors que le mouvement inverse est observé parmi les CSP- et intermédiaires.

- Sur le plan des sensibilités politique, **l'utopie écologique a fortement progressé parmi les répondants se situant « au centre »** (la proportion de partisans passe de 56 % à 68 %) et, dans une moindre mesure, « à droite » (de 40 % à 44 %). La désaffection à l'égard de l'utopie techno-libérale concerne plus particulièrement les personnes positionnées « à gauche » et « au centre ».

*

Par ailleurs, le vécu de la crise sanitaire a renforcé **la posture critique à l'égard de la mondialisation**, très présente avant le confinement. Les orientations cosmopolites, déjà minoritaires, sont en recul et le rapport à « l'étranger » est empreint d'importantes réserves (y compris de la part de partisans de l'utopie écologique), l'aspiration à voir se réduire le flux d'entrée des immigrés progressant entre les deux vagues.

- En 2019, **36 % des répondants acquiesçaient à la proposition « je suis favorable à l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire »**. Cette part s'établit désormais **27 %**, alors que celle des répondants en désaccord est passée de 42 % à 50 %. Ce mouvement se retrouve dans l'ensemble des tranches d'âge. Il est particulièrement sensible parmi **les 18-24 ans où l'on passe d'un taux d'adhésion à l'idée d'une citoyenneté planétaire de 52 % à 40 %**. Ce taux d'adhésion continue de reculer de manière monotone avec l'âge (10 % parmi les 65-70 ans). **Le recul est également particulièrement marqué parmi les CSP-**.

La vision d'une économie protégée de la concurrence internationale, qui se relocalise, est très largement partagée et enregistre une progression. **L'approfondissement de cette logique de fermeture (qui fait d'ailleurs directement écho à la façon dont la crise sanitaire a été gérée en France comme ailleurs par la fermeture des frontières) trouve en outre son pendant dans l'appétence pour le local et la proximité, elle aussi déjà présente mais qui en sort renforcée.**

*

La crise a, semble-t-il, exercé un effet ambigu sur le rapport des Français à la science et la technologie, et par là, aux experts. Le rejet, déjà très fort, de la rencontre de la technologie et du vivant, des perspectives transhumanistes relatives à « l'homme augmenté », s'est encore accentué et constitue un élément de consensus au sein de la société française. Mais parallèlement, l'idée de l'importance du soutien qu'il convient d'apporter au développement de la science et de la technologie, notamment afin d'assurer une plus grande indépendance au pays par rapport à l'étranger, réunit une part importante et croissante des personnes interrogées. Il y a là probablement les conséquences à la fois de la prise de conscience de l'importance de la recherche face au risque majeur que constitue une pandémie et de la dépendance du pays sur ce plan à l'égard de l'étranger.

- La part des Français se disant confiants dans la capacité de la science et de la technologie à faire face aux problèmes environnementaux progresse de 6 points et devient ainsi majoritaire. L'exposition médiatique dont ont bénéficié les chercheurs durant la crise, le rôle que le conseil scientifique a joué dans les décisions prises par le Gouvernement contribuent très probablement à la progression des aspirations à voir la compétence et l'expertise jouer un rôle plus important dans l'organisation de la vie politique.
- A contrario, on observe une net recul des visions d'un système politique idéal reposant sur des élus non professionnels de la politique ou sur des citoyens tirés au sort. Pour autant, l'aspiration à voir les citoyens davantage impliqués dans la prise de décision, via le recours au référendum, demeure très forte.

*

Les positions par rapport aux inégalités se sont également quelque peu déplacées à la faveur de la crise.

- 79 % des Français interrogés s'accordent autour de l'idée qu'il conviendrait de fixer une limite maximum aux très hauts salaires. C'est 4 points de plus qu'avant la crise sanitaire, et la limite indiquée par les répondants s'est déplacée vers le bas.
- Cependant, on note une progression de l'acceptation des inégalités qui récompensent l'effort et le talent (effet de la valorisation de la contribution au bien commun des salariés « en première ligne » ?) et le pourcentage des Français qui estiment qu'il faudrait augmenter sensiblement le montant des minimas sociaux et des revenus de solidarité, quitte à augmenter les impôts et les cotisations sociales, recule et devient minoritaire. De même, si 42 % des Français interrogés se déclarent en faveur de l'instauration en France du revenu universel, c'est 6 points de moins qu'en 2019.

*

L'expérience du ralentissement pour nombre d'actifs semble s'être accompagnée d'une prise de recul sur le travail.

- Les écarts relatifs à la durée hebdomadaire du travail idéale se sont creusés, alors que progressent la part des actifs désireux de travailler *plus* mais aussi celle de ceux qui aspirent à travailler *moins* que 35 heures. Ces derniers sont aujourd'hui plus nombreux (un sur deux) à déclarer être prêts à accepter une baisse de revenu en contrepartie.
- **Le temps passé avec ses proches et la pratique du faire soi-même demeurent des aspirations fortes en matière d'usage du temps libéré, avant les vacances et l'exercice de ses passions.** Cette appétence pour l'intensification des relations avec ses proches est confirmée par la priorité qui est donnée à la proximité de la famille et des amis dans la définition du cadre de vie idéal, qui marque une progression par rapport à la situation avant crise.

*

Le niveau de préoccupation à l'égard des enjeux environnementaux, initialement déjà très élevé, n'a pas progressé significativement à la faveur de la crise sanitaire. On observe même une baisse importante, parmi les personnes déclarant vouloir consommer mieux, de la modalité consistant à acheter des produits respectueux de l'environnement, au profit de bénéfices plus directement autocentrés (des produits utiles, des produits qui durent), et de la consommation de produits locaux.

*

Pour compléter notre approche, nous avons également introduit dans notre questionnaire deux questions ouvertes, directement - mais librement - inspirées des pistes de réflexion lancées par Bruno Latour dans un article paru le 30 mars dernier dans la revue en ligne AOC, invitant les lecteurs à dresser un petit inventaire des activités qu'ils aimeraient voir reprendre à l'identique, se développer ou au contraire ralenties ou stoppées.

- **En tête des activités qui ne leur semblent pas indispensables** pour le pays et la société : les industries et mobilités polluantes – notamment le transport aérien – puis les délocalisations. Une part importante de répondants remet également en cause notre modèle de développement avec l'appel à diminuer fortement voire à arrêter la production de masse/intensive et la consommation de masse.

- **S'agissant des activités dont ils souhaiteraient qu'elles reprennent / se développent ou qui devraient être inventées dans un "monde d'après"**, les suggestions qui reviennent le plus fréquemment renvoient à la relocalisation des activités économiques, au renforcement des services publics et à la solidarité et l'entraide. Sur ce dernier point, à la lecture des contributions, ce sont surtout les solidarités à destination des plus proches (ses voisins), des plus diminués, âgés ou encore des personnels hospitaliers qui s'expriment. On trouve également une déclinaison économique de cette dimension autour du soutien aux petits commerces, aux circuits courts et au bio.

*

En conclusion, l'épisode que nous traversons semble avoir consolidé un socle consensuel autour du désir de nous diriger vers une société associée à une organisation de la vie économique et à des modes de vie et de consommation plus compatibles avec les défis environnementaux, reposant sur une plus grande maîtrise des relations avec l'étranger et la valorisation du local et de la proximité.

Un des résultats forts de la vague de 2019 de l'enquête demeure d'actualité : au-delà de la prise de conscience de la nécessité de réagir à l'urgence climatique, c'est bien **une volonté de refonte en profondeur des bases de l'organisation économique et politique de la société qui est attendue et, sans doute plus encore, un désir de tendre vers des modes de vie qui, par l'intensification des relations sociales, l'ancrage territorial, la réalisation personnelle et la conquête d'une plus grande autonomie notamment au moyen du « faire », contribuent à une nouvelle définition du bien-être.** Il n'en demeure pas moins que **des lignes de fracture perdurent voire s'amplifient dans les aspirations des Français (notamment dans le rapport à l'altérité ou à la consommation)** et que, au-delà des idéaux, les différentes composantes de la société se trouvent exposées à des systèmes de contraintes différenciés. Dépasser ces aspirations divergentes représente de véritables défis à relever tant dans l'hypothèse d'un maintien du statu quo que dans celle de l'amorce de trajectoires de transformation conformes aux aspirations exprimées.

L'Observatoire des perspectives utopiques

Vague 2

Étude dirigée par	Philippe Moati
Avec la collaboration de	Guénaëlle Gault Boris Descarrega Kenzo Crespin Nathalie Rabemalanto
Directeur de la publication	Nathalie Damery
Date de publication	juin 2020
Prix	Diffusion gratuite

La reproduction à des fins professionnelles, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation des Éditions de l'ObSoCo. La reproduction de cette étude et/ou le transfert de fichier à des tiers sont interdits en respect du code de la propriété intellectuelle.

L'ObSoCo, Paris 2020

ISBN 978-2-36823-052-7 | dépôt légal 2^{ème} trimestre 2020